

Paris, 5 juillet 2009

*Ouverture de la*

# XXXV<sup>e</sup> session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Discours de  
SE M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la  
Francophonie

Seul le texte prononcé  
fait foi

**Notre présence, à Paris, au Palais Bourbon, à l'occasion de cette 35<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie revêt, à mes yeux, un caractère symbolique.**

**J'y vois, en effet, le symbole de l'engagement indéfectible de la France en faveur de la Francophonie, engagement que vous incarnez avec tant de détermination et de conviction, Monsieur le Secrétaire d'Etat.**

**J'y vois aussi le symbole de l'attachement des parlementaires qui, en 2008, ont fait entrer la Francophonie dans la Constitution française, un attachement que vous avez tenu à réaffirmer, de la manière la plus solennelle, Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, en nous accueillant, aujourd'hui, dans cet Hémicycle qui, non seulement incarne l'histoire de la République, mais garde aussi en mémoire les combats au service de l'Homme qui furent ici menés et le nom de ceux qui les ont portés.**

**C'est sur ces bancs que fut votée l'abolition de l'esclavage.**

**C'est sur ces bancs que fut votée l'abolition de la peine de mort.**

**C'est depuis cette tribune que furent lancés les plus vibrants plaidoyers pour que progressent la dignité, la justice sociale, la liberté, l'égalité, la fraternité.**

**« Je ne suis pas de ceux qui croient qu'on peut supprimer la souffrance en ce monde ; mais je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère. Je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire. Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli. »**

**C'est par ces mots que Victor Hugo, appuya, ici même, le 9 juillet 1849 une proposition visant à constituer un comité destiné à préparer les lois relatives à la prévoyance et à l'assistance publique.**

**160 ans après, presque jour pour jour, votre Assemblée a choisi, à son tour, de se mobiliser à l'échelle du monde, avec la même conscience « qu'en pareille matière, tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli ».**

**Et le possible n'est pas fait, loin s'en faut ! Et tant que le possible ne sera pas fait, nous avons le devoir de dénoncer les promesses que l'on n'honore pas, les engagements que l'on ne tient pas, et qui finiraient par nous convaincre que consacrer 0,7 % du PIB des pays développés à l'aide publique au développement, qu'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement est un but suprême de l'humanité, une utopie pour demain.**

**Mais que l'on veuille bien considérer les moyens alloués aux dépenses militaires, ou au plan de relance et de sauvetage bancaire, et l'on sera obligé de faire le constat que ce ne sont pas tant les moyens qui manquent que la volonté politique et la conscience de notre destin partagé.**

**Nous avons le devoir de dire haut et fort que la crise économique et financière, dans laquelle certains, faute d'éthique et de régulation, ont entraîné le reste du monde, n'a pas simplement mis à mal des institutions, mais qu'elle est en passe de grever l'avenir de millions de déshérités : baisse de 20 % du revenu par habitant chez les populations**

**pauvres d'Afrique, accroissement de la mortalité infantile, coup d'arrêt porté aux politiques sociales.**

**Nous avons le devoir de dire, à la veille du G8, que la crise alimentaire continue de tuer.**

**Nous avons le devoir de mettre en garde contre la tentation qui consisterait à amputer un peu plus le budget de l'aide publique au développement pour cause de récession.**

**Et votre volonté de débattre, cette année, de ce défi me semble essentielle.**

**Vous constituez, en effet, à l'instar du premier Forum Nord-Sud sur la crise économique mondiale qu'a été le Sommet de la Francophonie à Québec, un réseau irremplaçable, garantissant un dialogue d'égal à égal entre toutes les parties concernées. Car il serait temps que l'on admette que quelques uns ne peuvent plus se permettre de parler au nom de tous dans les enceintes de négociation et de décision internationales, que l'on admette qu'il ne suffit pas de promouvoir la démocratie à l'intérieur des Etats, mais qu'il faut impérativement démocratiser les relations entre Etats.**

**Vous avez, par ailleurs, un rôle de sensibilisation majeur à jouer, sensibilisation des citoyens à notre interdépendance, mais aussi un rôle d'aiguillon à l'égard des gouvernements. Car nous sommes bien conscients que les responsables politiques au Nord, confrontés à une recrudescence du chômage et de la précarité, renoncent trop souvent à tenir, devant leurs électeurs, le langage responsable de la nécessaire solidarité internationale.**

**Vous démontrez, enfin, qu'on ne peut, d'un côté, œuvrer en faveur de la démocratie, de l'Etat de droit, des droits de l'Homme et de la paix, comme vous le faites, au quotidien, et, de l'autre, rester impassibles face à la violation du premier de tous les droits, celui à se nourrir, à se soigner, à vivre dans la dignité.**

**J'aurai, dans quelques instants, le plaisir et l'honneur de vous présenter les faits saillants de l'action de la Francophonie, tant en matière politique, diplomatique, qu'en matière de coopération multilatérale, et de répondre à vos questions. J'aurai l'occasion, aussi, de vous redire combien votre savoir-faire, votre collaboration dans ces domaines nous sont précieux. Mais permettez-moi, avant cela, de rendre un vibrant hommage à votre Président, M. Guy Nzouba-Ndama qui dirige avec talent et détermination votre Assemblée et à votre fidèle Secrétaire général parlementaire, M. Jacques Legendre dont je ne cesse d'admirer le militantisme francophone, la vigueur dans les convictions et l'efficacité dans l'action.**

**Mais permettez-moi, aussi, de vous dire solennellement, dans ces lieux témoins de tant de progrès, de tant d'espoirs réalisés, dans ces lieux où la voix de Senghor, de Césaire, de Damas, d'Houphouët Boigny et de bien d'autres encore, pesaient autrefois autant que « celle des Grands Blancs » pour parler comme Senghor, permettez-moi de vous dire : ne régressons pas !**

**Militons pour que la Francophonie soit reconnue et investie, plus qu'elle ne l'est aujourd'hui, comme un espace exemplaire de solidarité effective et assumée par-delà les zones de solidarité géographique, grâce à la langue que nous avons en partage. Un espace placé sous le signe de l'écoute, du dialogue, de l'humilité qui seule nous permettra d'admettre que nous avons tous à apprendre les uns des autres. Un espace de réflexion et de créativité au service de partenariats innovants, un espace témoin de notre volonté, mais surtout de celle de nos Etats et gouvernements de s'accorder,**

**face à tant de drames et de souffrances, pour que les mots retrouvent leur sens, pour que les déclarations soient suivies d'effets, pour que s'impose, enfin dans un sursaut, la conscience de notre communauté de destins.**

**« Je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère. Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse. » Ainsi parlait Victor Hugo, dans cet hémicycle, en 1849. Ainsi sommes-nous encore obligés, malheureusement, de parler en 2009. Alors faisons en sorte, tous ensemble, que les membres du Parlement francophone des jeunes, réunis en ce moment même au Palais du Luxembourg, n'aient, à l'avenir, plus aucun motif de faire leur, cette conviction et cet appel à l'action.**